

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Assises nationales : la préservation des réserves forestières au menu des consultations citoyennes à Tambacounda

Date de mise en ligne : lundi 24 novembre 2008

- Environnement -

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Tambacounda, 23 nov (APS) - La protection de l'environnement, notamment la gestion des réserves forestières dont regorge la région de Tambacounda a été une des principales préoccupations des participants aux consultations citoyennes de deux jours organisées dans le cadre des assises nationales et qui ont pris fin dimanche dans la cité orientale. Tamba est la dernière réserve forestière du Sénégal, a souligné Amadou Oumar Sow, rapporteur de l'atelier qui travaillait sur l'environnement, l'agriculture et l'élevage, lors d'un forum départemental à la Maison des Oeuvres catholiques de Tambacounda, en présence d'acteurs issus des secteurs concernés.

Dans la présentation de son rapport lors de la plénière, M. Sow a mis l'accent entre autres, sur le fait que les coupeurs de bois destinés au charbon, "*dépassent largement*" les quotas qui leur sont accordés et sur la nécessité d'intégrer dans les clauses des contrats entre ces derniers et les collectivités locales, le reboisement.

"*Les communautés rurales ne perçoivent pas les redevances qui leur sont dues dans ces coupes*", a-t-il ajouté, précisant qu'à ce propos, les participants ont proposé à ce que soient "*rationalisés les permis de coupe*" et que les redevances soient versées aux communautés rurales.

Pour réduire la pression sur les ressources naturelles, les membres du groupe dans lequel il a travaillé, ont préconisé, a-t-il dit, que le gaz butane soit subventionné dans la région de **Tambacounda**.

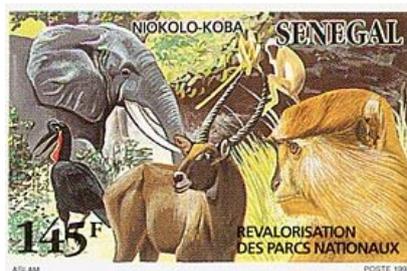
Les participants ont également attiré l'attention sur l'urgence de protéger certaines espèces végétales en voie de disparition tel le venne, dont le bois est utilisé pour réaliser des meubles.

"*Les feux de brousse sont le phénomène majeur dans les villages*", a-t-il poursuivi, tout en soulignant le manque de moyens dont souffrent les agents de l'Etat chargés de les maîtriser, mais aussi la non fonctionnalité des comités villageois mis en place, pour la même raison. L'autre faiblesse par rapport à la lutte contre ce phénomène est, a-t-il dit, l'absence de campagne de sensibilisation dans ce domaine. D'où la nécessité de redynamiser ces structures et de les doter de moyens.

En guise de solutions, les participants ont aussi suggéré la construction de mares artificielles et de digues de rétention dans les vallées pour prévenir les inondations fréquentes dans la zone.

Ils ont aussi souhaité, a dit Amadou Oumar Sow, que soient sensibilisés les nombreux transhumants sur leur lieu de départ sur la nécessité de préserver la biomasse, avant qu'ils n'arrivent dans la région, où une bonne partie des éleveurs du pays passent la saison sèche avec leur bétail.

Les associations sportives et culturelles (ASC) ont aussi été invitées à prendre des initiatives de reboisement pour contribuer à la préservation de la forêt.



Les membres du groupe ont aussi demandé à ce que les populations soient informées de l'avenir du parc national **Niokolo-Koba** dont ils craignent une privatisation prochaine. Ils ont, en outre, préconisé le reclassement des forêts qui ont commencé à être déclassées.

L'aménagement du **Mamacounda**, vallée fossile qui traverse la ville de Tambacounda, à des fins de maraîchage et de culture de contre-saison, a aussi fait l'objet d'une recommandation des participants.

Selon M. Sow, les populations ont également demandé la mise en place d'un système d'assainissement dans la commune de Tambacounda, ainsi que d'un dispositif d'évacuation des ordures.

Outre l'atelier qui a travaillé sur l'agriculture, l'élevage et l'environnement samedi, trois autres ont planché sur les thèmes suivants : Education et santé, jeunesse, femmes et emploi ; tourisme culture et artisanat, ainsi que sur les infrastructures (transport, communication, électrification rurale et infrastructures hydrauliques).

Les différentes présentations seront enrichies sur le plan des statistiques et intégreront les différentes contributions, avant d'être versées dans un rapport définitif, a noté Alassane Guissé, secrétaire exécutif du Groupe d'action pour le développement communautaire (GADEC) qui a présidé les travaux.

ADI/ASG

lire aussi sur www.presseafrik.com (16 Novembre 2008) : [**Déforestation en Casamance : Coupe abusive et illégale des réserves de forêts**](#)
